

Comment deux générations d'économistes considèrent le système capitaliste

Autor(en): **Valarché, Jean**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **28 (1978)**

Heft 1/2

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-80785>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Positionen zu vertreten! Andererseits scheint das krampfhaftes Bemühen «bürgerlicher» Historiker, am politischen Faktor festzuhalten auf der reichlich altmodischen Annahme zu beruhen, ein Eroberungsfeldzug aus Gründen der Mächterivalität und des Prestiges sei legitimer als ein solcher im Interesse der wirtschaftlichen Zukunft.

Zum Schluss sei auf zwei hilfreiche Publikationen hingewiesen. *Mommsen* legt einen gedrängten Aufriss der *Imperialismustheorien* von Hobson und Schumpeter über die marxistischen Ansätze und die gegenwärtig laufende Auseinandersetzung bis hin zu den Theorien über Neokolonialismus und Unterentwicklung vor. Bewundernswert, wie er die jeweiligen Theorien und Thesen prägnant formuliert darzulegen versteht, bevor eine kurze, kritische Beurteilung erfolgt. Der Band kann besonders empfohlen werden. *Wehler* hat etwa gleichzeitig eine *Bibliographie* zusammengestellt, eine sorgfältig getätigte Auswahl von Büchern und Zeitschriftenaufsätzen, die nicht nur die allgemeine Diskussion, Grossbritannien, Frankreich und Deutschland, sondern auch Italien, Russland und die USA berücksichtigt. Die Imperialismuskonversation kann also weitergehen!

COMMENT DEUX GÉNÉRATIONS D'ÉCONOMISTES CONSIDÈRENT LE SYSTÈME CAPITALISTE *

PAR JEAN VALARCHÉ

François Perroux et Alain Cotta représentent, chacun pour sa génération, ce que les Facultés françaises de sciences économiques ont produit de plus brillant. Ils pratiquent également l'analyse, la doctrine, la politique économiques. C'est sans doute pourquoi la collection «Que sais-je?» leur a demandé, à trente ans d'intervalle, de se prononcer sur ce qui informe notre activité matérielle, sinon notre pensée: le système capitaliste. Leur préparation scientifique et leur profession garantissaient qu'un sujet pareil serait étudié objectivement. Leur métier indiquait aussi qu'ils feraient comprendre au grand public la nature du système où il vit.

La tâche a été bien remplie, mais la différence des exposés mérite de retenir l'attention. Le capitalisme apparaît autre à nos deux auteurs parce qu'il a changé, bien sûr, mais aussi parce que, entre 1948 et 1977, les intéressés ont pris l'habitude de se poser d'autres questions à son sujet. Sans doute le canevas de l'étude est commun. Puisqu'il s'agit d'un phéno-

* A propos de: ALAIN COTTA, *Le capitalisme*, Paris, P.U.F., 1977. in-16, xxx p. («Que sais-je?», N° abcd).

mène historique de nature institutionnelle, il faut bien se demander dans quelles circonstances il est apparu, de quels éléments il se compose et vers quoi il évolue. Mais les problèmes ne sont pas traités de la même façon parce que Alain Cotta ne pouvait pas travailler sur les mêmes hypothèses que son prédécesseur.

I. Les hypothèses

Le capitalisme est un système économique pour Perroux, une organisation sociale pour Cotta. L'élargissement de l'hypothèse est essentiel. Perroux suppose que le capitalisme distingue la couverture des besoins matériels des autres manifestations de la vie sociale. Sa définition du capitalisme part du progrès économique, et y revient (chapitre premier, I). Point de vue qui s'explique par ce qui s'est passé en Occident entre 1680 et 1789, c'est-à-dire la naissance de l'économie comme catégorie distincte de la morale et de la politique. Pourtant Alain Cotta écrit : « Définir le capitalisme comme un mode particulier d'organisation sociale fait l'objet d'un accord unanime »¹. Le changement de l'hypothèse peut s'expliquer par deux raisons.

1. Entre 1948 et 1977, les sciences sociales ont été suffisamment transformées par les penseurs marxistes pour imposer une « globalisation » des points de vue. Il ne paraît plus possible de dissocier l'analyse économique d'une étude globale de la machine sociale. Un coup d'œil sur la table des matières des deux auteurs suffit pour s'en persuader. Alors que François Perroux va de la définition à la croissance, puis au fonctionnement du capitalisme, à ses crises ..., son successeur intitule ses chapitres : transformation de la nature, évolution des modes de vie, dynamique des inégalités, montée des organisations. Ainsi, la première explication du remplacement de l'hypothèse, c'est qu'Alain Cotta pense, consciemment ou non, en marxiste, ce qui n'est pas le cas de son prédécesseur.

Mais cette explication est insuffisante. François Perroux a pratiqué beaucoup Karl Marx, ainsi que divers économistes profondément influencés par lui (Sombart, Schumpeter ...) alors que Cotta est considéré plutôt comme un théoricien du quantitatif que comme un historien de la pensée économique.

2. Une meilleure explication tient à une évolution de l'opinion publique qui oblige les économistes à élargir leur objet d'étude. Depuis trente ans, les Occidentaux qui réfléchissent à leur condition perçoivent deux changements fondamentaux :

- une imprégnation de la vie sociale entière par la façon capitaliste de produire, qui fait dire à certains que ce qui était simplement un système économique est devenu une organisation sociale ;
- une dénaturation de l'environnement, pour le fonctionnement du système, qui a fait surgir la revendication écologiste.

¹ *Le capitalisme*, p. 3.

Le remplacement de l'hypothèse première s'accompagne d'une promotion du facteur juridique. Selon Cotta, ce qui caractérise le capitalisme par rapport à d'autres modes d'organisation sociale, c'est la permission de s'approprier les moyens de production. Il est vrai que la définition du système économique par François Perroux comporte également un élément juridique (l'organisation des pouvoirs). C'est seulement sur son rang que se séparent Perroux et Cotta.

Tel est le nouveau point de départ pour répondre aux trois questions que pose le système capitaliste.

II. La formation historique du capitalisme

Nos deux auteurs étudient les origines du capitalisme et son évolution en utilisant la méthode dialectique. En gros, le capitalisme est allé d'une certaine organisation sociale à un système économique, et du système à une autre organisation sociale. Il s'est mis en place progressivement en prenant ici et là telle et telle innovation (contrat de commende, comptabilité en partie double et, plus tard, monnaie de papier, étalon-or). Il s'est constitué en système vers 1800 dans un cadre territorial et fonctionnel déterminé. Ensuite il a gagné de nouveaux pays et de nouvelles activités jusqu'à investir toute la société. Nous constatons aujourd'hui la solidarité des intérêts privés et publics pour étendre la consommation, orienter la production, stabiliser la conjoncture. Nous savons qu'il existe des passerelles entre l'administration et les affaires au niveau des dirigeants, et un consentement général à une consommation gaspilleuse et démonstrative.

Mais Alain Cotta, tout en admettant le schéma commun, présente l'historique autrement que François Perroux. Après avoir noté, assez curieusement, qu'on décrivait davantage le fonctionnement du système que son origine (pourtant Marx, Mantoux, Sombart, Weber...?), il démarre sur la rencontre du capitalisme et de l'industrialisation, en attribuant à la seconde le caractère d'une « coupure » (p. 7). Appréciation qui ne vient pas de Perroux et paraît difficile à défendre. La localisation de la grande industrie n'est pas l'opposé des installations manufacturières : la force de l'eau a servi encore après 1800. La nature économique de l'industrie moderne (séparation capital-travail, travail d'exécution-travail d'organisation, unités grandes et croissantes) se trouvait déjà dans certaines manufactures et dépend du salariat autant que du machinisme. De même les promoteurs de l'industrialisation n'étaient guère différents de ceux qui provoquèrent la révolution commerciale et financière au temps du mercantilisme.

L'origine même du capitalisme fait également l'objet d'opinions différentes. Alain Cotta admet la démographie comme moteur d'évolution. Son progrès s'accompagne d'une intensité croissante du pouvoir sur différents plans. Le raisonnement est dialectique, là aussi : « Née de la vie, la transformation de la nature retourne à la vie en permettant la plus intense

révolution démographique connue»². Alors que Perroux rejette l'idée que le rapport entre la population et la terre explique la succession des types d'organisation, en particulier l'apparition du système capitaliste. Cependant l'opposition des deux auteurs n'est pas totale. La démographie peut agir autrement que par le rapport terre-population et, pour expliquer la constitution de ces premiers «noyaux» de pouvoir que furent les cités antiques, Cotta admet un facteur proprement économique aussi bien que des facteurs démographique et politique.

Le lecteur a l'impression que le premier auteur du «Que sais-je» donne à l'économie une pondération plus forte que le second. Perroux expose l'histoire économique de l'Europe depuis le XII^e siècle comme une lutte entre l'innovation et la tendance à la baisse du profit. Sans doute il affirme l'importance de la «domination» pour expliquer l'évolution économique. Mais c'est un fait qu'il consacre à la définition du capitalisme, comme pure logique économique, des développements bien plus importants qu'à l'examen des circonstances politiques, culturelles ou autres.

Dans l'apparition du capitalisme, les données géographiques, autrement dit le cadre européen, ne comptent, semble-t-il, ni pour Perroux, ni pour Cotta. Lorsque Perroux mentionne que le capitalisme est le confluent de séries relativement indépendantes (p. 30), il énumère la technique, la politique, la religion, mais non le milieu naturel. Il va de soi que la tendance à constituer des surplus et le désir d'améliorer sa condition matérielle sont universels. Il va de soi également qu'une certaine philosophie, d'origine grecque et chrétienne, sous-tend un libéralisme qui est une pièce constitutive du système capitaliste. Pourtant les chances géographiques exceptionnelles de l'Europe sont aussi à l'origine d'une histoire exceptionnelle. Cet oubli refléterait-il la mauvaise conscience des Européens actuels? Ou fait-il considérer la question comme désuète, puisqu'aujourd'hui le capitalisme américain est «le champion du capitalisme dans le monde?»³.

III. La nature du système capitaliste

Après avoir «placé» l'objet de leur étude – Perroux parmi les systèmes économiques, Cotta parmi les organisations sociales – les auteurs du «Que sais-je?» précisent le contenu du concept capitalisme, chacun à sa façon. L'analyse de Perroux met au premier plan l'entreprise. Le capitalisme est pour lui un système économique qui progresse par l'entreprise. Selon Cotta le capitalisme est caractérisé par la permission de s'approprier les moyens de production. La propriété privée occupe donc le premier rang. En fait, les deux idées se retrouvent chez les deux auteurs. L'entreprise, qui est une combinaison décentralisée de ressources productives, suppose la propriété privée des moyens de production. De même, toute organisation sociale com-

² COTTA, *op. cit.*, p. 40.

³ PERROUX, *op. cit.*, p. 57.

porte, selon Cotta, un aménagement de la nature et une collaboration des hommes qui sont des éléments constitutifs de l'entreprise. Seule diffère, d'un auteur à l'autre, la pondération des deux idées. Perroux met en premier l'entreprise, Cotta la propriété privée. Lequel a raison ?

Historiquement la propriété privée précède, soit l'entreprise, soit le système capitaliste. Des historiens comme Finley ont montré combien il est hasardeux d'attribuer un caractère capitaliste à l'économie antique, alors que le droit romain, parmi d'autres, a défini soigneusement la propriété privée. Elle n'est donc pas aussi spécifique du capitalisme que l'entreprise. Cependant il est remarquable que la propriété privée retrouve sa « pureté » romaine au moment où se forme le capitalisme industriel, version elle-même la plus « pure » du système capitaliste. Et la propriété privée que mentionne Cotta porte sur les moyens de production, autrement dit les moyens d'entreprise. Par surcroît Cotta, en remontant l'histoire à partir de la révolution industrielle, rencontre l'idée de combinaison nouvelle émise dès l'abord par Perroux et qui spécifie l'entreprise. Finalement c'est la présentation surtout qui distingue les deux auteurs.

Le couple propriété-entreprise est inséparable d'un autre, fait de la décentralisation et de l'inégalité. Elles font partie intégrante du système capitaliste, mais sur des plans différents.

La décentralisation est le fondement même de l'économie capitaliste. Celle-ci est née, en Italie, en Hollande, en Angleterre, là où se manifestaient à la fois la volonté de gagner plus et le goût d'être plus libre. Ce sont des pays européens, où la décentralisation se lit déjà dans le paysage⁴, de même qu'elle est le corollaire d'une philosophie qui sépare l'économie de la morale et de la politique. Mais, pour les économistes, elle est surtout la condition du progrès matériel. Que chacun dispose de quelque chose permet une confrontation permanente des désirs et des possibilités. Tout ce qu'on produit est soumis à l'épreuve du marché, qui sanctionne la correspondance du produit au besoin social et, par conséquent, assure à la fois la récompense du plus habile et son remplacement par quiconque surgit de plus habile encore. Est écartée toute considération personnelle qui pourrait gripper la mécanique. Par l'anonymat des affaires et la médiation de l'argent, le progrès est automatique. Telle est la vertu de la concurrence, dont Perroux traite longuement. Sans doute il s'agit d'une concurrence « praticable ». Le progrès économique s'arrêterait si tout succès était remis en question avant que ne soit amorti le coût de l'innovation. Les hommes d'affaires savent que le contraire de la concurrence est aussi un moyen d'avoir du profit. Aujourd'hui les centres de décision sont plus grands et moins nombreux qu'autrefois. Cependant la plupart des branches d'activité sont encore dominées par un certain nombre d'entreprises, non par une seule, et la crois-

⁴ « En Extrême-Orient les paysages sont le produit d'une civilisation, tandis qu'en Europe ils en ont été les inspirateurs », LE LANNOU, dans : *Le Monde*, juillet 1977.

sance est toujours la plus forte là où la concurrence est la plus âpre (Etats-Unis, Japon...).

L'un et l'autre auteur insistent peu sur cet aspect social de la décentralisation qu'est le salariat. Pourtant, sans cet engagement libre et temporaire de la force de travail, ne peuvent se comprendre ni l'apparition, ni l'expansion du système capitaliste. Sans doute le travail salarié préexiste au capitalisme : de tous temps des hommes se sont « loués » pour un temps limité. Mais l'entreprise ne se conçoit pas sans salariés et leur présence crée la plupart des contradictions qui font évoluer le système capitaliste.

Parmi elles, *l'inégalité*, inhérente au capitalisme pour les deux auteurs. Selon Perroux « le progrès économique se manifeste dans et par l'inégalité ». Il faut que la satisfaction du public « paye » et que les ignorants soient soumis aux habiles. Cotta voit de même l'inégalité « présider au fonctionnement du régime capitaliste » (p. 6). Si certains n'ont comme ressource que leur force de travail, ils obéiront à ceux qui peuvent et savent organiser. Faut-il pour autant fonder la cohérence de la société capitaliste sur la discrimination (p. 6)? J'en doute. Ce sont des sociétés non capitalistes, comme celle de castes, qui tirent leur logique propre de leur hiérarchie. Mais l'accès à la propriété privée ou à l'entreprise est plus facile dans les sociétés les plus capitalistes (Etats-Unis, Allemagne fédérale) que dans celles qui le sont moins, comme la France et l'Italie. L'égalitarisme peut être un levier de la croissance capitaliste puisque l'égalisation des revenus encourage la consommation des produits de masse, produits à rendement croissant⁵. Il reste que jusqu'à présent c'est l'inégalité qui a tenu ce rôle et la jonction du capitalisme et de l'industrialisation en est responsable. Sur ce point se rejoignent Alain Cotta et Raymond Aron : « Avec l'avènement de l'industrie, l'inégalité s'insère dans l'organisation même du travail »⁶.

Si l'on admet que l'idée de capitalisme contient celle d'inégalité, pourra-t-on admettre aussi qu'elle contient celle de libéralisme ? La discrimination contredit soit l'économie soit la politique libérales. Pourtant François Perroux rapproche le capitalisme et le libéralisme en analysant l'économie américaine (p. 57-58) et Cotta souligne que le second est l'idéologie de justification du premier depuis près de deux siècles. Un aussi long rapprochement étonne. Non seulement l'origine des deux est différente – on peut affirmer le prix de la liberté sans se poser de problèmes d'efficacité matérielle – mais leur évolution les éloigne l'un de l'autre. Le capitalisme contemporain inclut le primat du nombre. Peut-on appeler libéral un système où chaque groupe réclame la force pour lui et revendique l'intervention de l'Etat pour se faire accorder des privilèges ? Il reste que le capitalisme et le libéralisme ont une longue histoire commune.

⁵ Cfr. W. STRASSMANN, « Economic growth and income distribution », in : *Quarterly Journal of Economics*, août 1956.

⁶ *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, p. 132.

IV. L'avenir probable du capitalisme

Vingt-neuf ans plus tard, l'avenir du capitalisme paraît moins compromis à Cotta qu'à Perroux. Alors que celui-ci restait sur la défensive, ripostant longuement aux attaques des contradicteurs évoqués par lui, celui-là prévoit sereinement que «le capitalisme ne cessera qu'avec l'industrialisation du monde. S'il cesse!»⁷. La période récente a pourtant vu la Chine et l'Indochine basculer dans le camp socialiste, une crise économique gagner l'ensemble du monde capitaliste, et le Tiers-Monde dénoncer avec une vigueur croissante l'inégalité de ses échanges avec les Occidentaux. Comment expliquer, dès lors, le ton de l'un et de l'autre? Lequel des deux annonce le mieux l'avenir du capitalisme?

Le capitalisme observé par François Perroux dans les premières années d'après-guerre avait à subir une double pression :

- De l'extérieur: l'URSS se confondait alors avec le socialisme. Sa victoire sur l'Allemagne paraissait une victoire du socialisme sur un avatar du capitalisme.
- De l'intérieur: la pensée marxiste gagnait alors l'intelligentsia française. Un économiste comme Perroux constatait le succès de deux thèses anti-capitalistes:
 1. Le système capitaliste se détruit de lui-même par la paupérisation des masses. Un auteur non marxiste aussi célèbre que Keynes apportait à cette affirmation l'argument de l'insuffisance chronique de la demande globale.
 2. Le système capitaliste jette les bases du socialisme depuis que ses succès l'ont privé de ses appuis traditionnels. La thèse vient de Joseph Schumpeter, qui fut l'un des maîtres de Perroux⁸.

Trente ans plus tard la pression extérieure a diminué. En effet le camp socialiste est divisé, la pensée marxiste n'est plus conquérante en Occident, le champion de l'économie capitaliste fournit aux pays socialistes des denrées «stratégiques». Cependant des doctrinaires, marxistes ou non, expriment les mêmes doutes sur l'avenir du capitalisme⁹. Alain Cotta leur répond dans le nouveau «Que sais-je?».

1. Le système capitaliste est parvenu à supprimer «l'abjecte pauvreté»¹⁰. La sécurité sociale, l'aide aux personnes âgées, les indemnités de chômage démentent la thèse marxiste de la paupérisation des masses. Les coûts sociaux de l'homme sont pris en charge de plus en plus par la collectivité, grâce au rendement du capitalisme contemporain. Sa croissance

⁷ COTTA, *op. cit.*, p. 127.

⁸ En particulier dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*, trad. franç., 1961.

⁹ «Les incitations essentielles au bon fonctionnement du capitalisme sont peut-être partiellement entrain de se détraquer». F. GUATTARI, in: *Le Monde*, 10 juillet 1977.

¹⁰ Expression de R. ARON, dans le *Plaidoyer...*, pour indiquer dans quelles conditions est admissible le libéralisme.

s'accompagne toujours d'inégalité, mais le système a tourné en force ce qui risquait de l'affaiblir. Alain Cotta expose brillamment comment le capitalisme «récupère» les besoins nouveaux (loisir, distraction, environnement), en ce sens qu'il manifeste sa capacité de les satisfaire aussi bien que les besoins traditionnels.

2. Le système capitaliste a trouvé de nouveaux appuis sociaux. Sans doute Schumpeter a raison de dire qu'il a perdu ses appuis «précapitalistes». Les débuts du capitalisme ont été favorisés par une mentalité d'obéissance, de service public, issue de l'Ancien Régime, et qu'a fait disparaître la nouvelle société. La recherche de l'intérêt personnel, la remise en cause des acquis, ont introduit une mentalité d'objecteur qui s'est bientôt tournée contre le système lui-même. François Perroux pense de même. «Le capitalisme ne fournit pas le principe et les ressources de l'ordre politique dont il a besoin»¹¹. Mais l'objection vaut seulement contre un capitalisme «pur», imaginaire. L'Etat a toujours tiré du système les ressources nécessaires à un ordre politique. Le capitalisme intéresse une catégorie sociale de plus en plus nombreuse: les «managers», les cadres chargés de remplir les fonctions d'entrepreneur, sortis de ce secteur tertiaire dont l'effectif dépasse aujourd'hui celui du secteur secondaire. Le capitalisme a toujours comme ennemi la classe ouvrière, mais elle représente une proportion toujours moindre de la population active.

Il est vrai que la thèse de Schumpeter va plus loin. Après le temps où le capitalisme donnait une mentalité d'objecteur est venue l'époque des «forts en thème». Le capitalisme contemporain est bureaucratique. On fait carrière dans les firmes multinationales en étant méthodique, discipliné, coopératif. La plupart des «managers» sont des fonctionnaires qui travailleraient de la même façon sous un régime socialiste. Première raison pour dire que le capitalisme jette les bases du socialisme. Bertrand de Jouvenel indique une seconde raison, plus objective: «Le capitalisme tourne en socialisme parce qu'on ne saurait financer par la voie du marché la procuration d'un bien indivisible par nature ou la guérison d'un mal. Une entreprise n'offrira pas à un riverain de la Seine de purifier le bout de Seine qui jouxte son habitation»¹².

Alain Cotta reconnaît que la montée des organisations a profondément transformé le capitalisme sans admettre pour autant que le capitalisme prépare le socialisme. Parmi les organisations montantes, l'Etat remplit un rôle particulier. Il augmente son pouvoir sur l'homme en assumant toujours plus les tâches d'éducation et d'information. Il prélève sur la nation toujours plus de ressources pour payer l'armement et la sécurité sociale. Comment concilier ces faits avec l'utopie socialiste de la fin de l'Etat? Cotta rejette à la fois l'idéologie libérale qui accompagnait le capitalisme à ses débuts

¹¹ PERROUX, *op. cit.*, p. 104.

¹² *Arcadie*, p. 95.

et l'idéologie socialiste qui l'accompagne aujourd'hui. Le rêve d'une socialisation qui se ferait sans pouvoir, c'est-à-dire sans Etat, est une utopie démagogique à laquelle l'histoire est indifférente.

La conclusion d'Alain Cotta est donc claire. Le capitalisme satisfait un besoin permanent d'industrialisation. La population mondiale augmente si rapidement que la couverture de ses besoins exige un système hautement productif comme est le capitalisme industriel. Le système se transforme en renouvelant techniques et besoins, en incorporant de plus en plus d'organisations. C'est bien sûr de la socialisation. Ce n'est pas du socialisme puisque les principes du capitalisme sont maintenus. Le propriétaire garde le droit du dernier mot. Le banquier contrôle les industriels par le jeu des pouvoirs qu'il reçoit des actionnaires. L'Etat invente de nouvelles formes de propriété pour qu'un plus grand nombre participe à l'ordre capitaliste. Comme toute organisation sociale, le capitalisme doit éviter un double danger pour subsister :

- La sclérose, qui viendrait si les dirigeants s'endormaient sur leur acquis. Mais la crise actuelle ranime les contraintes du coût de production, de la concurrence et de la rationalisation, essentielles au système.
- La révolte, qui viendrait si certaines catégories sociales se jugeaient exploitées. Personne ne doute que le système capitaliste ne fasse aujourd'hui des victimes et qu'il n'en ait toujours fait. Mais les libertés politiques leur donnent des défenseurs capables d'influer sur la conduite de l'Etat et d'améliorer ainsi le sort des défavorisés.

Le capitalisme est transformable; il sera d'autant plus transformé que l'homme se détournera des idéologies pour «vivre son instant». Le propos final de Cotta fait écho aux derniers mots de Perroux (la prospérité dépend d'un capitalisme qui tourne bien), mais là où l'aîné formulait un vœu, le cadet proclame une foi.